

Notre rôle en matière de maintien de la paix a été une source de fierté nationale à partir du jour même où l'ancien premier ministre Lester Pearson a proposé l'idée pendant la crise du canal de Suez.

Nous envisageons ce rôle dans une perspective internationale. Nous savons que notre sécurité et notre prospérité dépendent d'une communauté internationale forte et stable, fondée sur la primauté du droit et sur des institutions efficaces.

Il ne s'agit pas seulement de mon opinion ou de celle du gouvernement. C'est aussi le point de vue de la grande majorité des Canadiens.

Examinons ici certaines des réformes auxquelles il faudra procéder si l'on veut rendre les Nations Unies plus efficaces.

Dans un mois environ, à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la priorité du Canada sera de collaborer avec des partenaires comme les États-Unis pour entreprendre sérieusement et avec détermination un processus de réforme. La première ministre Campbell l'a donné à entendre très clairement lors du sommet du G-7 à Tokyo, dont le communiqué final montrait d'ailleurs que les leaders avaient compris la nécessité d'agir dès maintenant.

Nous ne devons pas nous limiter à une simple mise au point. Nous devons apporter des améliorations fondamentales dans la structure et le fonctionnement de l'organisation.

Aujourd'hui, la communauté internationale est appelée à intervenir dans de nombreux conflits locaux ou régionaux provoqués par l'hostilité ethnique ou religieuse, la famine et la violation des droits de la personne.

Nous devons composer avec des demandes et des attentes nouvelles et relever des défis jusque-là inconnus, avec des moyens d'un autre âge et destinés à d'autres fins. Dans les circonstances, nous ne devons pas céder au découragement ou abandonner la partie. Au contraire, il nous faut être plus déterminés que jamais à nous doter, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, des outils correspondants aux problèmes de l'heure.

L'Agenda pour la paix du Secrétaire général des Nations Unies constitue pour nous à cet égard un excellent plan à suivre. N'est-il pas temps de cesser d'étudier ce plan et de prendre des mesures audacieuses qui nous permettront de faire des Nations Unies une organisation plus efficace? Dans des domaines comme le maintien de la paix, le rétablissement de la paix, l'action coercitive, la diplomatie préventive ou la consolidation de la paix, par exemple?